

La plus longue crise du monde

“

249 jours de crise et de petites phrases

« **Nihil volentibus arduum** (« A cœur vaillant, rien d'impossible »)

La première phrase de Bart De Wever après sa victoire du 13 juin 2010.

« **Les propositions de De Wever sont une attaque frontale contre l'Etat fédéral et les francophones** »

Elio Di Rupo, le 19 octobre.

« **La Belgique, le malade l'Europe** »

Bart De Wever, le 13 décembre au Spiegel

« **Cet art du compromis, il me semble que nous l'avons quelque peu oublié ces dernières années.** »

Le roi Albert II, le 25 décembre.

« **Un proverbe anglais dit qu'on peut mener son cheval à l'eau mais qu'on ne peut le forcer à boire.** »

Johan Vande Lanotte, conciliateur royal, le 6 janvier 2011.

« **Gardons nos barbes jusqu'à ce que la Belgique se relève.** »

Benoît Poelvoorde, le 11 janvier.

« **Si les chevaux ne veulent pas boire, c'est peut-être parce que ce sont des ânes.** »

Caroline Gennez, le 26 janvier.

« **Je ne pense plus rien !** »

Joëlle Milquet, le 26 janvier.

« **Nous sommes confrontés à une crise existentielle de la Belgique** »

Olivier Maingain, le 27 janvier.

« **Notre pays est dans une situation particulièrement sérieuse, je suis prêt à faire de mon mieux pour le sortir de l'impasse politique (...)** »

Didier Reynders, informateur, le 1^{er} février.

« **Le plan B ne me fait pas peur** »

Jean-Claude Marcourt, le 3 février.

« **L'espoir fait vivre** »

Wouter Beke, président du CD&V, le 8 février.

Gouverner malgré tout ? Il faut que tout s'arrête pour que tout continue - en partie



LETIERME II ne peut pas engager de grandes réformes, il cale sur une série de nominations, il prive certains organismes de leurs financements publics, mais il gère, colmate, rassure et assure tant qu'il peut, jusqu'à vouloir élaborer un budget 2011. © BELGA.

ANALYSE

Non, 249 jours de crise n'arrêtent pas le compteur gouvernemental. En affaires courantes, Letierme II travaille, et cela d'autant plus que le 2 février dernier, le Roi l'avait chargé expressément de doter le pays d'un budget 2011 en bonne et due forme, et de veiller au... « bien-être » des Belges. Noble tâche dont l'exécutif en affaires courantes (au fait : est-ce bien démocratique tout cela ? lire notre interview ci-dessous) s'acquitte depuis huit mois avec ordre et méthode.

1. Ça roule

Tous les ministres vous le diront : le bilan fédéral n'est pas nul, bien au contraire. La liste est longue, et non exhaustive : mise en œuvre des mesures anti-crise (chômage économique pour employés, prime de crise pour ouvriers, etc.), décidées sous l'ancienne législature et prolongées à plusieurs reprises ces derniers mois ; rôle de médiation du gouvernement entre les partenaires sociaux (syndicats, employeurs) dans le cadre de l'accord interprofessionnel (qui

traite notamment à l'évolution des salaires) ; gestion sans encombre de la présidence belge de l'Union européenne, entre juillet et décembre 2010 ; exécution des accords médico-mutuelistes ; engagement unanime à confectionner le budget 2011 de l'Etat, en mars-avril prochains ; mise en œuvre de la réforme de l'asile (pas sans mal, du reste), également celle de l'armée ; exécution du plan cancer ; finalisation des mesures ayant trait au contrôle bancaire (après la crise de 2008) ; octroi de budgets de fonctionnement en matière de Politique scientifique ; création du système « indépendants-remplaçants » ; candidature de la Belgique - le signe qu'on y croit toujours ? - à la Coupe du monde de football 2018...

Donc, ça roule. Mais pas comme on voudrait, évidemment.

2. Ça bloque

En fait de budget, la Belgique est attendue au tournant par la Commission européenne, à laquelle elle doit soumettre ses trajectoires de réduction de déficits afin d'atteindre l'équilibre en 2015. Difficile à faire sous un

gouvernement en affaires courantes, qui doit engager le pays pour plusieurs années, et qui, de surcroît, doit en discuter avec les entités fédérées : quelle légitimité Letierme II a-t-il pour négocier le redressement global des finances publiques avec les gouvernements des Régions et des Communautés ? Va, donc, pour le budget annuel. Mais pour le budget pluriannuel, c'est beaucoup plus compliqué.

Et puis il y a les « grandes réformes d'avenir ». Rien à l'horizon. Forcément. On pense, en premier, aux Pensions. Tout le monde est d'accord : c'est une priorité. Tout le monde en est conscient : impossible à réaliser sans un gouvernement de plein exercice basé sur une majorité solide au parlement. Egalement : impossible de mettre en œuvre la réforme des cotisations sociales pour les indépendants, en projet avancé sous l'ancienne législature.

Enfin, il y a les nominations (le Roi ne peut pas signer de nominations politiques en état d'affaires courantes) et les programmes fédéraux d'investissement ou de subsidiation. C'est l'huile dans les rouages d'un Etat. Sans

cela, la machine a des ratés, et finit par s'arrêter.

Or, là, ça coince...

L'Office national des pensions reste sans patron. L'Office national de sécurité sociale, sans numéro deux. L'IRM (Institut royal de météorologie) est privé de directeur de plein exercice. Même chose à l'Inasti, l'Institut national d'assurances sociales pour travailleurs indépendants.

Les nominations sont problématiques également à la Banque nationale de Belgique.

Quant aux investissements fédéraux, ils viennent à manquer et paralysent une série de fonds et d'organismes, comme, entre autres, le Fonds national d'indemnisation des victimes des aléas thérapeutiques : les dossiers rentrent, mais ils restent dans les tiroirs, faute de personnel et de structures.

Conclusion : 249 jours de crise politique, cela se solde par un sérieux coup de frein, forcé, en termes d'exercice gouvernemental. Rien de grand ne s'entreprend, mais on gère, on colmate, on compense, on bricole, on (r)assure. Il faut que tout s'arrête pour que tout continue - en partie. ■ **D. CI**



La crise en dessins aux Boucles de Spa

L'équipage Julien Elloboudt/Luc Joassin conduira ce week-end, aux Boucles de Spa, une voiture arborant les caricatures de Kroll : une manière de rire, malgré tout, des rebondissements de la plus longue crise politique du monde. (D.V.)

Les campus font la révolution des frites

Ce jeudi, la Belgique vit son 249^e jour sans gouvernement et bat un peu glorieux record mondial. Les étudiants marquent le coup en appelant les campus à la « révolution des frites ». A Bruxelles, la manifestation démarrera de la place Poelaert à 14 heures et regroupera les étudiants de l'ULB, de la VUB, de Saint-Louis et de l'Institut supérieur de formation sociale et de communication (ISFSC). A Anvers, des DJ se relaieront aux platines dès 16 heures. A Leuven, une fête est programmée. A Louvain-la-Neuve, le rassemblement est annoncé à 13 heures. Un flash-mob est prévu. Et à Liège, une manifestation place St-Lambert est programmé à 16 h 30. (D.V.)

A Gand, la frite d'abord, la fête populaire ensuite

C'est à Gand que la mobilisation sera la plus forte. Dans le cadre de la révolution des frites, 249 personnalités se mettront en petite tenue dès 15 heures dans le quartier du Kouter. Puis à partir de 19 heures, c'est une grande fête populaire qui se tiendra à St-Jacobsplein. Les organisateurs de cette seconde manifestation tablent sur 8.000 participants. La presse étrangère (al-Jazeera inclus) couvrira l'événement. Les édiles gantois croisent les doigts pour que la fête se déroule sans incidents. Le Vlaams Belang a annoncé qu'il se mêlerait aux manifestants. (D.V.)

Le drapeau flamand s'invite

Sur Facebook, de nombreux flaminguers appellent à fêter le record du monde sans gouvernement belge en hissant le drapeau flamand et en remplaçant leur photo de profil Facebook par le drapeau au lion, sur fond jaune et noir. (D.V.)

« Moi, je vois un problème démocratique... »

ENTRETIEN
Politologue, directeur du Centre d'étude de la vie politique à l'ULB, Pascal Delwit a de sérieuses préventions par rapport au gouvernement en affaires courantes...

Un pays en crise politique permanente, géré par un exécutif en affaires courantes, c'est jouable ?

On le voit bien, le gouvernement en affaires courantes assume sa part de travail, comme les gouvernements des Régions et des Communautés, qui tournent eux aussi. Mais le gouvernement en place ne peut engager de grandes politiques publiques ni de grandes réformes ; il n'est pas à même de débloquer une série de programmes fédéraux importants - en politique

des grandes villes, en cohésion sociale... - , ni de procéder à une série de nominations elles aussi très attendues.

En plus, fondamentalement, je vois dans tout cela un problème démocratique ; un déficit démocratique...

Vous voulez dire que le résultat des élections de juin 2010 reste en suspens...

Oui. Le gouvernement en place reflète les résultats des législatives de 2007, pas ceux de 2010, d'ailleurs sensiblement différents en termes de rapports de forces entre les partis. Cela pose un problème démocratique.

Un constitutionnaliste, Christian Behrendt, soutient que le parlement fédéral ne peut contrôler pleinement l'exécutif. En effet. Moi, je me situe davantage dans le domaine de la théo-

rie politique : il y a comme une subtilisation de l'acte démocratique. Ça peut passer un temps, mais huit mois, 249 jours, c'est beaucoup.

A qui la faute ?

En tout cas, on a l'impression que la N-VA est en train de faire une double démonstration : 1. Sur le plan institutionnel, elle montre que l'Etat fédéral a atteint sa limite en termes d'efficacité et de capacité à être le lieu des compromis Nord-Sud ; 2. Je me place cette fois du point de vue de ses options néo-libérales : la N-VA fait aussi la preuve, ou veut la faire, que l'on peut se passer en partie de l'Etat.

Comment sortir de l'impasse ? Par un accord. Ou, s'il le faut, en repassant par les urnes, où l'on vérifiera comment l'élec-

teur évalue l'attitude de chacun des partis ces derniers mois.

J'ajoute que cette longue crise, on se l'autorise parce que, à l'exception de la dette publique, les « fondamentaux » de notre économie sont plutôt bons. Si ce n'était pas le cas, si, par exemple, nous étions dans le contexte de la fin 2008, marqué par la crise financière, nous aurions un gouvernement rapidement. ■

Propos recueillis par **DAVID COPPI**

LE RÉSULTAT des élections en suspens, ça ne va pas. © O.L.



UN GOUVERNEMENT, POURQUOI FAIRE ?

« Carrefour de l'Europe »
une émission de Daniel Desesquelle
en partenariat avec Le Soir

Enregistrement public
aujourd'hui à 14 heures au Théâtre royal de la Monnaie

A écouter dimanche 20 février dès 12h00
sur www.rfi.fr